

Nigeria

Quatrième session du GTEPU, 2-13 février 2009

Informations soumises au GTEPU

Le **Rapport national** [A/HRC/WG.6/4/NGA/1] reconnaît que la prise en compte des défis politiques et environnementaux, et les implications économiques et au niveau de la santé, de l'extraction de pétrole, et de la pollution de l'eau et des sols, améliorerait la situation des droits de l'homme dans le delta du Niger (§ 80).

Dans la **Compilation des documents onusiens** [A/HRC/WG.6/4/NGA/2]:

- un CCA de 2001 note (§ 53) que le **sous-développement des communautés riches en pétrole** constitue une violation des droits des groupes ethniques, alors que le Groupe de travail sur les minorités souligne la **marginalisation des groupes ethniques minoritaires dans le delta du Niger**, et le **manque de protection qui est la cause de la perte de leurs terres, biens et ressources** [E/CN.4/Sub.2/2005/27, § 25, 44 ; A/HRC/Sub.1/58/19, § 10].
- Le CERD exprime son inquiétude et fait des recommandations (§ 57, 63) concernant les **effets néfastes sur les communautés ethniques de l'exploitation à grande échelle des ressources naturelles dans le delta du Niger**, en particulier dans les régions des *Ogoni* ; le fait que le Nigeria n'a pas consulté de façon effective les communautés concernées ; et les rapports au sujet de violations flagrantes des droits de l'homme par l'état et les forces armées de l'État et privées [CERD/C/NGA/CO/18, § 19, 31].

Dans le **Résumé des renseignements des parties prenantes** [A/HRC/WG.6/4/NGA/3], UNPO exhorte le Nigeria à inviter le RSSG sur les droits de l'homme et les sociétés transnationales dans le delta du Niger (§ 13). UNPO relève (§ 55, 58, 61, 62) qu'à travers l'exploitation extensive du delta du Niger, les sociétés pétrolières et le Nigeria ont privé les PA *ogoni* de leur droit à l'autogestion et à leurs ressources naturelles, et ne les prennent pas en compte dans le développement de la région ; la législation en matière d'utilisation des terres et d'extraction de pétrole nie les droits des PA à la propriété de la terre et des ressources, et à la consultation. Les activités et infrastructures d'extraction du pétrole ont porté gravement atteinte aux zones humides, ce qui menace les moyens d'existence des PA *ogoni* et leur accès à de l'eau potable sûre, alors que les puits de pétrole en feu dégagent des torchères qui polluent l'air et causent des pluies acides. Le Gouvernement doit assurer des évaluations des impacts environnementaux et sociaux adéquates de l'exploitation du pétrole, établir des organes de supervision indépendants, et permettre aux communautés affectées d'accéder pleinement aux organismes réglementaires et décisionnels. UNPO dénonce en outre la non-reconnaissance par l'État des PA *ogoni* dans l'éducation primaire et dans le dernier recensement national (§ 57, 58).

Parmi les **questions présentées à l'avance** au Nigeria, le Royaume-Uni s'enquiert de la stratégie du Gouvernement en matière de sécurité, de gouvernance, de développement et de protection des droits de l'homme dans le delta du Niger (aussi Pays-Bas). Le Danemark s'enquiert des mesures pour éliminer la discrimination à l'égard des groupes minoritaires, tels que les PA dans l'État de Rivers.

Document final

Dans le **Rapport du GTEPU** [A/HRC/11/26], le Nigeria réaffirme (§ 16) que le Ministère du delta du Niger a commencé à répondre à certaines exigences politiques, sociales et économiques de la population, notamment en matière de partage des avantages et de pollution environnementale, alors qu'une force d'intervention militaire a été déployée pour contrer les activités criminelles du Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger, qui continue à obtenir des armes par des sources étrangères ; le Nigeria en appelle à la collaboration internationale pour y mettre fin, tout en soulignant (§ 95) que la population du delta du Niger est aussi mécontente parce que les entreprises ne s'acquittent pas de leurs responsabilités envers la communauté d'une manière satisfaisante. La Turquie s'enquiert du rôle du Ministère du delta du Niger dans la prise en compte des violations des droits de l'homme (§ 60). Le Saint-Siège s'enquiert de la lutte contre la discrimination à l'égard des groupes ethniques (§ 85).

Parmi les **recommandations** du rapport (§ 103), l'Allemagne recommande la prise en compte de la situation culturelle et économique des minorités ethniques, leur participation politique, et leur perte des terres, propriété et ressources ; la Slovénie recommande de réglementer les droits autochtones et au niveau juridique et au moyen de politiques ; les Pays-Bas recommandent de garantir les droits politiques, socio-économiques et de consultation des minorités ethniques du delta du Niger (30 ; soutenu par les États-Unis).

Dans le **Rapport de la 11^e session du CoDH** [A/HRC/11/37, § 342-373], le Nigeria s'engage à aborder la situation dans le delta du Niger, dans une logique de paix et de dialogue (§ 348). Les États-Unis espèrent que le Ministère du delta du Niger jouit de capacités et d'un soutien suffisants (§ 362). II/AHFD appellent à la réhabilitation des victimes ogoni (§ 368).

Liste des abréviations	
ACFN: Athabasca Chipewyan First Nation	FL: France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand
ACHR: Asian Centre for Human Rights	FNS: First Nations Summit, British Columbia
ACPD: Action Canada pour la Population et le Développement	FORUMASIA: Asian Forum for Human Rights and Development
ADHOC: Cambodian Human Rights and Development Association	GCC: Grand Conseil des Cris
AHFD: Al-Hakim Foundation	ICERD: Convention internationale sur l'élimination de la
AHR: Advocates for Human Rights	discrimination raciale
AI: Amnesty International	ICTJ: International Centre for Transitional Justice
AIANZ: Amnesty International Aoteaora New Zealand	IDMC: Internal Displacement Monitoring Centre
AICT: Association internationale contre la torture	II: Interfaith International
AIPP: Asian Indigenous Peoples Pact	IITC: International Indian Treaty Council
AIRT: Aoteaora Indigenous Rights Trust	INET: Indigenous Network on Economics and Trade
AITPN: Asian Indigenous and Tribal Peoples Network	IOIRD: Organisation internationale de développement des
APN: Assemblée des Premières Nations	ressources autochtones
APNQL: Assemblée des Premières Nations du Québec et du	IPLPP-UA: Indigenous Peoples Law and Policy Program of the
Labrador	University of Arizona
ATLP: Association Tourner la page	IRPP: Institute on Religion and Public Policy
BABSEA: Bridges Across Borders South-East Asia	IWA: Indigenous World Association
BARCADH: Centro Regional de Derechos Humanos «Bartolomé	IWGIA: International Work Group for Indigenous Affairs
Carrasco Briseño»	JOAS: Jaringan Orang Asal SeMalaysia
BCM: Bar Council of Malaysia	KKF: Khmer Kampuchea-Krom Federation
CAPAJ: Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos	KKKHRA: Khmer Kampuchea Krom Human Rights Association
Originarios Andinos	LBT: Louis Bull Tribe, Canada
CAPDTC: China Association for Preservation and Development of	LCAC: Land Claims Agreements Coalition, Canada
Tibetan Culture	LCDP: Loi canadienne sur les droits de la personne
CAT: Comité de l'ONU contre la torture	LDL: Ligue des droits et libertés
CCDE: Coalition canadienne pour les droits de l'enfant	LICADHO: Cambodian League for the Promotion and Defence of
CCDP: Commission canadienne des droits de la personne	Human Rights
CDHUDP: Centro de Derechos Humanos de la Universidad Diego	LIMEDDH: Liga Mexicana por la Defensa de los Derechos
Portales, Chile	Humanos
CDPEO: Consorcio para el Diálogo Parlamentario y la Equidad,	LLIN: Lubicon Lake Indian Nation
Oaxaca	MDH: Maison des droits de l'homme, RDC
CED: Centre pour l'environnement et le développement, Cameroun	MHFNZ: Mental Health Foundation New Zealand
CEDAW: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à	MLA: Maya Leaders' Alliance, Belize
l'égard des femmes	MNICR: Mesa Nacional Indígena de Costa Rica
CERD: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination	MoCN: Montana Cree Nation
raciale	NCHR: Norwegian Centre for Human Rights
CESCR: Comité de l'ONU des droits économiques, sociaux et	NNHRCO-TDT: National Network of Human Rights Civil
culturels	Organizations «Todos los Derechos para Todas y
CHS: Corporación Humanas – Santiago, Chile	Todos», México
CISA: Consejo Indio de Sudamérica	NOC: Norwegian Ombudsman for Children
CLN: Comité de Liberación 25 de Noviembre	NWAC: Native Women's Association of Canada
CMW: Comité de l'ONU des travailleurs migrants	NZEI: NZEI Te Riu Roa, New Zealand
CNDH: Comisión Nacional de los Derechos Humanos, México	NZHRC: New Zealand Human Rights Commission
CNDHL: Commission Nationale des Droits de l'Homme et des	OCDH: Observatoire congolais des droits de l'homme
Libertés, Cameroun	OCRDESCA: Organizaciones Civiles y Redes sobre la situación de
COHRE: The Centre on Housing Rights and Evictions	los Derechos Económicos, Sociales,
COMANGO: Coalition of Malaysian NGOs in the UPR process	Culturales y Ambientales en México
CPJ: Citizens for Public Justice, Canada	OCT: Observatorio Ciudadano – Temuco
CRC: Comité de l'ONU des droits de l'enfant	ODVV: Organization for Defending the Victims of Violence
CS: Cultural Survival	OHRJC: Oromia Human Rights and Justice Council
CSI: Confédération syndicale internationale	OSCEPU: Organisations de la société civile pour l'EPU, Mexique
CSW: Christian Solidarity Worldwide	RADDH: Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme
CTSFN: Confederacy of Treaty Six First Nations	RAIPON: Russian Association of Indigenous Peoples of the North
DHRCR: Defensoría de los Habitantes de la República de Costa	REDH-JV: Red de Encuentro Dominicano Haitiano Jacques Viau
Rica	RSPA: Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de
ECLJ: European Centre for Law and Justice	l'homme et des libertés
ECN: Ermineskin Cree Nation	fondamentales des populations autochtones
ECRI: European Commission against Racism and Intolerance	RSSG: Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU
EDUCA: Servicios para una educación alternativa, México	SCN: Samson Cree Nation
EHRCO: Ethiopian Human Rights Council	SPM: Société pour les peuples menacés
EIP: Association mondiale pour l'école instrument de paix	SUHAKAM: Human Rights Commission of Malaysia
FAFIA: Feminist Alliance for International Action	TUPRF: Tibetan UPR Forum
FI: Franciscans International	
FIACAT: Fédération internationale de l'action des chrétiens pour	
l'abolition de la torture	
FIDH: Fédération internationale des ligues des droits de l'homme	

Publié le 7 décembre 2010 21

UPDATE 92-93 doCip Juillet / Novembre 2010